



Actualité des collectivités territoriales — Édition du 19 août 2026

Infinité Conseil accompagne les collectivités dans leurs enjeux financiers, patrimoniaux et stratégiques.

Nous décryptons pour vous les actualités qui peuvent avoir un impact concret sur les collectivités et les acteurs locaux : finances, subventions, patrimoine, RH et financement des projets.

Notre objectif : vous aider à transformer l'information en opportunités et en décisions concrètes.

Découvrez notre sélection et **nos solutions d'accompagnement au service de vos projets** sur <https://infiniteconseil.net/>.

Finances des collectivités locales

Rapport annuel de la Cour des comptes : les collectivités saluées, le débat sur la contribution continue

Publié le 9 juillet 2026, le rapport annuel de la Cour des comptes sur les finances publiques locales constate que **les collectivités ont non seulement atteint mais dépassé l'objectif de contribution au redressement des comptes publics qui leur avait été fixé pour 2025, sans dégrader leur propre situation financière**. La Cour reste toutefois critique sur les modalités de cette contribution, en particulier le dispositif « Dilico » : elle plaide pour des fonds nationaux de lissage des aléas conjoncturels par échelon territorial plutôt que des mesures dispersées et peu lisibles d'une loi de finances à l'autre. **Pour 2026, la réduction du déficit local est jugée probable mais fragile** : Bercy évoquait début juillet un risque de dérapage des dépenses de fonctionnement, porté surtout par les régions.

 ccomptes.fr — lagazettedescommunes.com

DGFiP : la directrice Amélie Verdier détaille sa feuille de route pour les collectivités

Dans un entretien accordé à La Gazette des communes le 17 juillet, la directrice générale des Finances publiques évoque les chantiers en cours pour la fiscalité et la comptabilité locales, notamment **l'évolution de l'outil Delta pour centraliser les délibérations fiscales des collectivités et le déploiement encadré de l'intelligence artificielle dans les missions de gestion publique locale**.

 lagazettedescommunes.com

Financement des projets et subventions

PLF 2026 : la fusion DETR-DSIL-DPV en Fonds d'investissement pour les territoires (FIT) finalement écartée

L'article 74 du projet de loi de finances pour 2026 prévoyait de fusionner trois dotations d'investissement — la DETR, la DSIL et la DPV — au sein d'un fonds unique doté de 1,4 milliard d'euros en autorisations d'engagement, présenté par le gouvernement comme une simplification de l'accès aux financements de l'État. La mesure a suscité une opposition transpartisane au Sénat, plusieurs sénateurs redoutant une dilution de la DETR, outil jugé simple et apprécié des élus locaux depuis plus de quarante ans. Les sénateurs ont supprimé la création du FIT lors de l'examen du budget et **la loi de finances pour 2026 publiée en février a finalement conservé l'architecture actuelle des dotations.**

 publicsenat.fr

Campagne DETR-DSIL 2026 : une gestion recentrée sur le fonds vert

Une circulaire interministérielle aux préfets précise les règles de gestion 2026 du fonds vert et des dotations d'investissement local (DETR, DSIL, DSID, DPV, FNADT). Les nouveautés portent surtout sur le fonds vert, avec une mesure en faveur de la biodiversité et la suppression de l'aide aux maires bâtisseurs. Ce document arrive à point nommé pour les nouvelles équipes municipales : **une consultation sénatoriale menée fin 2025 sur les « 100 premiers jours du mandat » plaçait la recherche de subventions en tête des préoccupations des élus.**

 banquedesterritoires.fr

Guichet unique « Démarches simplifiées » reconduit pour les demandes DETR-DSIL

Comme en 2024 et 2025, le dépôt des dossiers de demande de subvention DETR et DSIL 2026 se fait exclusivement en ligne via la plateforme nationale « Démarches simplifiées », pilotée par la Direction générale des collectivités locales (DGCL). **Le taux d'intervention de la DETR reste fixé à 20 % pour les projets de logement et 25 % pour les autres opérations, avec un coût de projet plafonné à 800 000 € HT selon les départements.**

 pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Fonds de sauvegarde des départements : un abondement ciblé

Dans le cadre du PLF 2026, le Fonds de sauvegarde des départements est abondé de **300 millions d'euros supplémentaires, avec une volonté affichée de mieux cibler les départements les plus fragiles financièrement.** Ce fonds s'inscrit parmi les mesures de soutien budgétaire discutées en parallèle de la contribution demandée aux collectivités au redressement des finances publiques.

Patrimoine

Patrimoine communal : connaître aujourd'hui ce qu'il faudra financer demain

Le patrimoine d'une collectivité ne se résume pas à un inventaire comptable. Bâtiments, équipements, voiries ou réseaux constituent des actifs qu'il faut entretenir, rénover et, à terme, renouveler. Avec un patrimoine communal évalué à 645 milliards d'euros et un taux de vétusté moyen proche de 45 %, la dernière étude de l'OFGL rappelle l'importance d'une véritable stratégie patrimoniale. **Bien connaître et évaluer son patrimoine, c'est anticiper les besoins d'investissement, mesurer la « dette patrimoniale », construire un PPI réaliste et programmer suffisamment tôt la recherche de financements et de subventions.** Autrement dit, connaître son patrimoine aujourd'hui, c'est mieux maîtriser les finances de la collectivité demain. Une étude particulièrement intéressante de l'OFGL à découvrir ci-dessous.

 collectivites-locales.gouv.fr

Gestion active du patrimoine immobilier : le diagnostic comme point de départ

Un article du Cerema (Territoires et ville) rappelle qu'une gestion active du patrimoine immobilier repose sur un diagnostic global et une logique itérative, **afin de limiter les dépenses d'entretien et d'éclairer les décisions d'investissement à partir d'une connaissance fine des usages et de l'état du parc.**

 lagazettedescommunes.com

Un patrimoine local encore mal connu et sous-évalué

La Gazette des communes revient sur l'ampleur du patrimoine immobilier des collectivités territoriales, estimé par l'Insee à 1 901 milliards d'euros fin 2021 — un montant probablement sous-évalué. **L'article souligne la connaissance encore partielle de ce patrimoine et un entretien parfois insuffisant, alors que de nombreux bâtiments restent sous-employés.**

 lagazettedescommunes.com

RH collectivités territoriales

Publicité des actes RH : ce que change (et ne change pas) le décret du 7 mai 2026

Entré en vigueur le 1er août 2026, le décret n° 2026-366 ne bouleverse pas le régime de publicité des actes de gestion RH dans la fonction publique territoriale — la réforme la plus notable concernant en réalité la fonction publique hospitalière. **Les DRH territoriaux doivent**

néanmoins mettre à jour leurs modèles d'actes et sécuriser leurs procédures de notification.

 naudrh.com

Recrutement territorial : une mutation profonde des pratiques RH

Le recrutement public traverse une transformation marquée en 2026 : 53 % des collectivités locales déclarent rencontrer des difficultés de recrutement et 64 % signalent au moins un champ professionnel en tension. Les difficultés ne se limitent plus aux métiers les plus exposés (enseignement, santé) et poussent les collectivités qui réussissent à fidéliser leurs agents à repenser en profondeur leur stratégie RH et leur marque employeur.

 beetween.fr

« 8 chantiers RH pour la territoriale » : le dossier de rentrée proposé par La Lettre du Cadre

La Lettre du Cadre territorial consacre un dossier aux principaux défis RH de la rentrée 2026 : grilles indiciaires décrochées, RIFSEEP plafonné, concurrence salariale du secteur privé, vague de départs à la retraite menaçant les savoirs tacites et usure professionnelle. Le dossier souligne que les marges de manœuvre salariale des collectivités sont désormais très réduites, alors que la loi de finances 2026 leur impose un effort budgétaire inédit portant notamment sur la masse salariale, premier poste de dépenses.

 lettreducadre.fr